

Texte 6

Vers la victoire socialiste

Arthuys (Essonne), Borella (Meurthe-et-Moselle), Boulloud (Isère), Chapuis (Paris), Dubreuil (Haute - Normandie), Feran (Hauts-de-Seine), Frachon (Yvelines), Gallus (Paris), Gancel (Haute-Normandie), Garnier (Loire), Guerche (Val - de - Marne), Heurtin (Ille-et-Vilaine), Joecker (Doubs), Le Garcé (Essonne), Leray (Hauts-de-Seine), Martin (Loire), Moreau (Yvelines), Reffet (Val-d'Oise), Rocard (Yvelines), Soulage (Hauts-de-Seine), Vayssade (Meurthe-et-Moselle), Verlhac (Isère), Volokhine (Yvelines).

Le congrès de Lille doit opérer les clarifications politiques indispensables au développement du courant révolutionnaire. Les AROP ont fourni des documents de base essentiels pour les débats préparatoires. Mais il est normal que les militants exigent plus de précision et de cohérence dans l'expression des orientations que le parti doit se donner pour les temps à venir. Le texte que nous proposons entend :

- d'une part exprimer clairement notre analyse de la période actuelle : une montée des luttes dans de larges secteurs, qui ne crée pas pour autant une situation immédiatement révolutionnaire ;
- d'autre part fournir les bases d'un accord politique clair qui engagera la future direction et dont elle répondra devant l'ensemble du parti. Cet accord concerne les points essentiels du débat du PSU : les relations internes au courant révolutionnaire, la question syndicale, les rapports avec le PCF et les organisations réformistes, le rôle du programme, les formes d'action du parti et ses structures. Ce n'est pas pour autant un texte qui prétende être complet. Les problèmes internationaux par exemple n'y sont pas traités, certains autres n'y sont qu'esquissés.

Mais il nous paraît pouvoir constituer la base de l'accord nécessaire à une direction. Pour guider le travail des camarades, nous commençons par donner la table des matières du texte, de manière que chacun s'y retrouve.

1 - Le Capitalisme contemporain et les formes nouvelles de la lutte des classes

- 11. - Crise de la société occidentale
- 12. - Le cas de la France
- 13. - Se préparer à une longue maturation de la crise
- 14. - Les formes nouvelles de la lutte des classes

2 - Les bases sociales du Mouvement Révolutionnaire

- 21. - Diversification et élargissement du prolétariat
- 22. - Les difficultés de son unification

3 - Pour une stratégie révolutionnaire

- 31. - Deux obstacles importants au développement des luttes

révolutionnaires

311. Capacité de résistance du capitalisme

312. Les risques d'intégration ou de marginalisation

32. - Les impasses stratégiques

321. La stratégie réformiste

322. La stratégie frontiste du PCF

323. La phase gauchiste du mouvement révolutionnaire

324. Les ambiguïtés de la notion de mouvement politique de masse

33. - Le rôle du PSU dans le mouvement révolutionnaire

331. Le mouvement syndical et les organisations de masse

332. Mouvement révolutionnaire et PCF

333. La question du Parti révolutionnaire

334. L'insertion du courant révolutionnaire dans les masses

34. - La prise du pouvoir

341. Les solutions erronées dans la situation actuelle

342. La violence révolutionnaire de masse

343. Les conditions actuelles de la prise du pouvoir

4 - Vers l'élaboration d'un programme révolutionnaire

41. - Le rôle du programme

42. - Les lignes directrices

43. - Les modalités d'élaboration

5 - Organisation du Parti

51. - Les nécessités politiques de la restructuration

52. - Les structures de base

53. - La fédération et le problème de la région

54. - Organisation des secteurs entreprises et agricole

55. - Le niveau national

56. - Les mandats à donner à la DPN

1. - Le Capitalisme contemporain et les formes nouvelles de la lutte des classes

11. - Crise de la Société Occidentale

La société occidentale doute de son avenir. Technologie, recherche scientifique et production se développent comme jamais dans le passé. Mais les conflits qui se produisent de ce fait entre les intérêts des états nationaux et la stratégie internationale du grand capital provoquent une inflation déchainée. Des mouvements non contrôlés de capitaux peuvent détruire l'équilibre de n'importe quelle économie nationale, et la concurrence entre pays très inégalement développés entraîne un accroissement constant de la domination économique américaine sur le monde. Mais le capitalisme a montré depuis le début du siècle une aptitude considérable, et sous-estimée par les forces socialistes, à surmonter ses difficultés strictement économiques.

Aussi bien le caractère dominant de la période se situe-t-il ailleurs. La force sociale du travail entre en lutte ouverte avec la forme privée de la propriété et le caractère hiérarchique et arbitraire du commandement qu'elle suppose. De là découle l'absence de toute limite à la volonté du capitalisme de maintenir ses positions par la puissance militaire ou policière (Viêt-nam, Grèce, Brésil, etc.). De là découlent des cassures dans la cohésion de certaines sociétés lorsque des minorités importantes refusent la domination qu'elles subissent (Belgique, Irlande, Canada, de plus en plus Etats-Unis). De là découle la mise en cause de plus en plus fréquente non seulement du partage du revenu mais des rapports sociaux dans l'entreprise (Fiat, Renault). De là découle le refus massif de la jeunesse d'accepter la société telle qu'elle est. De là découle la crise idéologique et culturelle qui traverse tous les pays d'occident. Un monde finit ; un monde est en gestation. Nous sommes en période pré-révolutionnaire.

12. - Le cas de la France

Le cas de la France n'est qu'un aspect particulier de cette crise. Pays de capitalisme plus attardé, elle cherche naturellement à rattraper son retard industriel devant la concurrence internationale. Si elle est loin d'avoir atteint les formes les plus

avancées d'organisation capitaliste, elle rencontre, comme l'Italie et l'Espagne, deux autres types de contradictions. Les premières sont liées au poids du passé : destruction de l'économie archaïque, migrations régionales accélérées, perte d'influence de la bourgeoisie petite et moyenne. Les secondes sont liées à la rapidité de son développement : intensification du travail, sacrifice des besoins collectifs à l'investissement industriel. C'est dans un capitalisme moins avancé mais plus contrasté et moins cohérent que se développent alors la crise de la jeunesse, le refus des formes de commandement, l'exigence d'autres rapports sociaux. Le pouvoir n'a d'autre choix, pour satisfaire sa clientèle électorale petite-bourgeoise, que de réprimer toutes ces aspirations nouvelles en tâchant néanmoins de se concilier par des avantages salariaux les catégories ouvrières qualifiées, car il lui faut préparer le remplacement de sa base sociale archaïque. Mais cette politique échoue devant l'acuité des contradictions qui traversent la France, et jamais l'équilibre socio-politique n'a paru plus incertain. Nous sommes en situation prérévolutionnaire en France. C'est ce constat qui distingue l'analyse et la stratégie du PSU de celles du PCF comme celle du Parti Socialiste.

13. - Se préparer à une longue maturation de la crise

Pourtant la situation de l'Europe occidentale et de la France n'est pas encore révolutionnaire. La grande majorité des travailleurs n'a pas encore traduit ses premières revendications qualitatives en une prise de conscience politique complète. Le projet socialiste est encore beaucoup trop vague pour être mobilisateur. Les luttes sociales restent sporadiques, dispersées et très marquées d'aspects catégoriels ou professionnels, même en ce qui concerne les objectifs qualitatifs. Les militants qui mènent ces luttes sur le terrain de la production sont rares à se poser le problème de l'organisation politique.

Et surtout la bourgeoisie dispose encore de moyens de défense puissants. Elle reste capable de stratégies complexes mais efficaces, comme l'a montré le remplacement de de Gaulle par Pompidou. Sur un plan général le développement des forces productives reste rapide et le capitalisme n'a visiblement pas encore achevé le mouvement historique qu'il a engendré. De ce fait le pressentiment et l'expérimentation par la lutte de ce que pourraient être de nouveaux

rapports sociaux (contrôle ouvrier, autogestion) sont encore à l'état embryonnaire. Or la volonté massive d'établir de tels rapports sociaux est le seul appui possible d'une transformation révolutionnaire en société développée. C'est dire qu'il faut nous préparer à une maturation de la crise qui peut être longue.

14. - Les formes nouvelles de la lutte des classes

Dans une telle période il est déjà clair que les problèmes qu'affronte chaque couche sociale pour assurer son avenir ne se traitent plus par l'arbitrage parlementaire ou par les institutions officielles de quelque nature qu'elles soient. Le mouvement réel des masses se fait directement en termes de luttes de classes. Il concerne d'abord la production (luttes ouvrières et paysannes), mais il s'étend de plus en plus aux conditions de vie et à l'urbanisation. Il se développe enfin contre les différentes formes d'oppression dont la nature réelle se dévoile petit à petit à l'encontre des femmes, des lycéens, et des diverses catégories d'usagers. Dans chacun de ces domaines, des conflits naissent, des luttes se déroulent dans des conditions souvent très éloignées des règles admises de la revendication reconnue légitime.

Ces luttes actives portent sur des objectifs incompatibles avec la domination bourgeoise : elles attaquent les hiérarchies, l'organisation capitaliste du travail, la soumission du cadre de vie aux critères du profit. Elles sont avivées par la stratégie de développement industriel rapide que poursuit le capitalisme aujourd'hui en France. Pour pallier les difficultés que lui cause l'extension du combat populaire, le capitalisme français joue de deux possibilités :

La répression et l'appel aux réformateurs. Mais son degré de liberté est faible : il reste paralysé par le néo-libéralisme nécessaire à son propre développement.

Le mouvement réel des masses rend une révolution socialiste possible à terme, bien qu'il n'y ait pas là de fatalité. Ce mouvement trouve des formes nouvelles d'expression et d'organisation. Mais il n'est pas le fait d'une avant garde. Il s'appuie pour une part sur des couches sociales mal contrôlées par le système : travailleurs peu qualifiés ou déqualifiés, femmes, jeunes, lycéens, immigrés. Il est nourri de la prolétarianisation de secteurs importants qui découvrent plus ou moins

consciemment la lutte des classes : paysans, personnels auxiliaires de l'enseignement, employés, petits commerçants. Il naît surtout des changements que le capitalisme apporte lui-même à son propre système de production par l'organisation du travail et le « management ».

Innombrables sont ceux pour qui les promesses de la « société de consommation » ne suffisent plus à en faire accepter les servitudes quotidiennes. C'est tout un consensus qui disparaît. La vieille société se lézarde.

Le problème d'aujourd'hui est de préparer la construction d'une autre société. Avec qui, comment, pourquoi, et grâce à quel outil, telles sont les questions auxquelles répond la suite de cette déclaration.

2 - Les bases sociales du Mouvement Révolutionnaire

21. - Diversification et élargissement du prolétariat

Il est aujourd'hui admis que la définition de la classe révolutionnaire sur les critères socio-économiques qui prévalaient au XIX^e siècle est devenue beaucoup plus difficile à cerner en raison de multiples facteurs d'évolution. Citons entre autres :

- les différenciations provoquées au sein de la classe ouvrière au sens strict par l'évolution des techniques ;
- l'affrontement plus direct de certaines couches sociales, autrefois englobées dans la notion de classes moyennes, aux mécanismes de l'exploitation capitaliste.
- le développement de couches techniciennes qui sont l'objet d'une âpre compétition entre l'idéologie de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire.
- les prises de conscience anti-capitalistes entraînées par le développement des contradictions dans l'appareil d'enseignement, dans le système de consommation matériel et culturel.
- les mouvements lycéens, C.E.T. et étudiants par exemple, démarrent sur des objectifs matériels ou anti-répressifs mais se donnent très vite un contenu de contestation idéologique et politique

globale selon un processus différent du mouvement ouvrier, du fait de la composition sociologique des couches concernées. Un développement parallèle pourrait être fait par rapport aux mouvements de contestation du statut de la femme. Ces phénomènes sont directement ou indirectement liés à l'évolution du mode de production capitaliste.

C'est donc à juste titre que le PSU a insisté dans la période récente sur la constitution du mouvement révolutionnaire dans son aspect dynamique, c'est-à-dire à travers les **luttés** des différentes couches sociales entrant en révolte contre les rapports de production capitalistes.

22. - Les difficultés de son unification

Mais ce faisant, il importe de ne pas tomber dans l'erreur inverse : la simple addition des expériences de luttes à un moment donné ne suffit pas à sceller le caractère révolutionnaire de leurs acteurs ni à désigner les constituants décisifs de la classe révolutionnaire. Une telle méthode conduit au contraire à privilégier, dans l'analyse, des secteurs, qui même s'ils sont le théâtre de luttes significatives par leurs formes ou leur intensité, ne sont pas forcément les plus déterminants dans l'établissement du rapport de forces global.

Il serait à cet égard désastreux de négliger celles des couches sociales qui, par leur masse numérique ou par leur place dans l'appareil de production et dans les rouages du pouvoir étatique peuvent peser de façon décisive dans le rapport des forces.

Actuellement ces couches sur le plan politique sont écartelées entre l'idéologie bourgeoise dominante, celle de l'opposition réformiste à l'intérieur du système, celle du modernisme, et dans une mesure encore insuffisante celle du mouvement révolutionnaire.

Enfin, l'extension même de la lutte à de nouveaux secteurs pose, dans la mesure où elle élargit la base objective des luttes, de nouveaux problèmes au mouvement socialiste qu'il avait eu tendance à sous-estimer par le passé. En particulier, les couches jeunes et intellectuelles, brusquement révélées par le mouvement de Mai 68, n'adoptent pas spontanément les mêmes formes d'expression et de langage que les autres couches sociales. Critiquant souvent le système sous l'angle du « mode de vie » et de la culture, elles ont tendance à « oublier » la nécessité, pour

réaliser la société de type nouveau, de s'emparer aussi du pouvoir économique et des principaux centres de décision. Inversement les travailleurs insérés dans le processus productif sont moins sensibles à l'aliénation subie au niveau de la vie quotidienne. La radicalisation et l'unification anticapitalistes de ces différentes couches jusqu'au niveau de la contestation et de l'affrontement global, dépendent étroitement des perspectives proposées par le mouvement révolutionnaire sur les modalités de la prise du pouvoir et sur la période de transition vers le socialisme.

En bref, la définition de la base sociale du mouvement révolutionnaire est dialectiquement liée à sa stratégie, et à la définition même de l'objectif révolutionnaire.

3 - Pour une stratégie révolutionnaire

31. - Deux obstacles importants au développement des luttes révolutionnaires

311. La capacité de résistance du capitalisme.

Face au développement des luttes populaires, la crise en système capitaliste ne peut manquer de s'aggraver ; cependant des solutions politiques provisoires sont trouvées par les bourgeoisies nationales des pays les plus économiquement avancés, solutions de droite (Nixon, Heath, Pompidou) ou socialo-démocraties tirées à droite (Brandt).

Il y a une discordance entre l'aggravation des difficultés du capitalisme et l'incapacité du mouvement révolutionnaire à préfacier pratiquement et théoriquement, un projet socialiste compris par les masses.

Le pouvoir capitaliste trouve de ce fait une certaine facilité à faire porter l'offensive par d'autres appareils que l'appareil économique.

La subordination totale de l'Etat au pouvoir capitaliste a pour mérite de simplifier la compréhension des phénomènes.

La stratégie du capitalisme porte à la fois sur le renforcement de l'appareil répressif d'Etat (police,

justice, armée) et sur l'accroissement du rôle de l'appareil idéologique d'Etat, déjà sensible au niveau « culturel », et qui se précise maintenant au niveau de l'information. La presse joue actuellement un rôle précis de dissimulation des luttes réelles des masses (cf. compte rendu du conflit Renault). L'information parlée et télévisée est reprise en main et l'autocensure y sévit largement. Sur le plan économique, la bourgeoisie industrielle fait endosser par l'Etat des responsabilités qu'elle ne peut pas assurer directement sans remettre en cause les fondements de son pouvoir. Mais elle se révèle particulièrement apte à développer sur une base de masse très large l'idéologie de défense réactionnaire qui consolide son pouvoir. Jouant à la fois des divisions ouvrières, de la parcellisation des conflits, de l'appel à l'ordre, de la répression, la bourgeoisie conserve les possibilités de combat d'une classe qui ne se sent pas encore battue.

312. Les risques d'intégration et de marginalisation.

L'efficacité de cette défense de la bourgeoisie fait courir au développement des luttes sociales deux dangers auxquels le courant révolutionnaire doit être attentif.

— L'INTEGRATION : par l'encadrement contractuel des conflits, le capitalisme tente de freiner le mouvement réel des masses (contrats de progrès, concertation).

Par le contrôle politique traditionnel, il vise à empêcher tout débordement par la base. Cette stratégie est en concordance avec celle du P.C.F. qui n'appuie systématiquement que la traduction parlementaire des conflits.

— LA MARGINALISATION : en produisant constamment des besoins sociaux nouveaux qu'il s'avère par la suite incapable de satisfaire (modification du statut de la femme, statut de la recherche, rentabilisation de l'enseignement...), le capitalisme conduit de nouvelles couches sociales à refuser son modèle de développement. Cependant celles-ci peuvent être rejetées, par une révolte non intégrée à un processus de transformation global et conscient, à la périphérie du système sans pouvoir le remettre en question. C'est ce que nous appelons le phénomène de marginalisation qui touche aujourd'hui particulièrement les jeunes et qui vient s'ajouter aux phénomènes antérieurs de la marginalisation de groupes sociaux, et ethniques (Noirs américains, travailleurs immigrés en Europe).

32. - Les impasses stratégiques

321. La stratégie réformiste.

Comme stratégie possible de renversement du capitalisme pour le mouvement ouvrier, le réformisme a historiquement échoué en particulier sous sa forme social-démocrate. Cet échec qui s'est traduit sous des formes multiples a pour cause commune une analyse insuffisante ou erronée de l'appareil d'Etat en système capitaliste. En ignorant le fait que l'Etat n'est pas seulement un instrument au service de la classe dominante (et encore moins un arbitre se situant au-dessus des luttes de classes), mais un **produit** des contradictions de classe, la stratégie réformiste au cours de son histoire a oscillé entre une sous-estimation de l'appareil d'Etat en période d'opposition et une sur-estimation de ses possibilités quand il lui arrivait d'occuper le pouvoir.

La sous-estimation de la fonction de l'Etat, due à une absence d'analyse sur sa nature de classe conduit aujourd'hui des forces politiques nouvelles (et qui jouent par ailleurs un rôle important dans le développement d'une alternative socialiste) à reproduire les vieilles hypothèses d'une occupation progressive des lieux de pouvoir de la démocratie bourgeoise.

La volonté réelle de renouveler les formes et les objectifs de l'action politique qui caractérisent ces mouvements et associations aux aspects multiples (GAM, mouvements d'éducation populaire, etc.) doit être prise en considération sérieusement par le mouvement révolutionnaire. Il serait en effet grave de provoquer par sectarisme ou inconscience la jonction de ces forces nouvelles potentiellement réformistes avec la vieille social-démocratie incapable de donner un réel débouché politique à leur volonté de transformation.

C'est pourquoi le P.S.U. devra favoriser sur le plan des luttes et sur celui de l'analyse politique toutes les possibilités permettant à ces forces politiques nouvelles de se lier de façon conséquente au mouvement révolutionnaire.

322. La stratégie frontiste du P.C.F.

La stratégie frontiste du P.C.F. doit être analysée avec soin. Elle est profondément différente des stratégies réformistes classiques.

En effet, l'analyse de la nature de classe et de la stratégie du P.C.F., détermine le type de relation

que le mouvement révolutionnaire entretient avec lui.

Malgré les divergences qui nous séparent, une évidence s'impose : la base sociale du P.C.F., essentiellement ouvrière, est objectivement concernée par les perspectives d'un changement révolutionnaire, car elle affronte chaque jour les méfaits du capitalisme.

Aucune perspective sérieuse de renversement du pouvoir capitaliste ne peut donc être envisagée sans le concours actif des travailleurs actuellement influencés par le P.C.F. Or, il faut constater que la stratégie politique actuelle du P.C.F. ne peut pas contribuer à un tel renversement : ses positions anticapitalistes se limitent à un comportement anti-monopoliste et il refuse de briser les anciennes formes du pouvoir dès la défaite de la bourgeoisie acquise.

L'analyse des positions du P.C.F. doit tenir compte d'éléments complexes qui interdisent d'interpréter hâtivement son évolution en lui donnant les caractères de la social-démocratie.

Trois éléments caractérisent essentiellement le P.C.F. :

— une base sociale qui demeure majoritairement ouvrière et qui à ce titre ne peut être mésestimée dans la lutte anticapitaliste ;

— une insertion passée et présente au sein du « bloc soviétique » qui marque profondément le P.C.F. tant au niveau de sa stratégie internationale et nationale, qu'au niveau de son mode d'organisation. C'est notamment cette insertion qui explique les stratégies frontistes des P.C. occidentaux et leur évolution réformiste.

C'est aussi cette caractéristique qui conduit le P.C.F., contrairement à la social-démocratie, à développer une lutte antimonopoliste capable de remettre en cause dans une perspective étatique la propriété privée des moyens de production, mais non les rapports de production capitalistes eux-mêmes (division sociale du travail, rapports hiérarchiques, démocratie politique formelle).

— une stratégie présente qui se fonde sur une analyse de l'Etat que l'on peut qualifier à proprement parler de « révisionniste » au sens fondamental où elle n'entend plus détruire l'Etat mais l'occuper.

Dans cette stratégie, le P.C.F. reçoit l'appui d'une partie des forces social-démocrates qui y



voient une alternative à leurs échecs antérieurs d'une politique de 3^e force.

323. La phase gauchiste du mouvement révolutionnaire.

Devant l'échec de la stratégie frontiste du P.C.F., les groupes révolutionnaires ont été amenés à développer plusieurs types de stratégie qui restent impuissantes depuis Mai 68 à offrir un débouché politique aux luttes de masse.

Il s'agit de l'hypothèse d'une construction progressive du parti révolutionnaire, fondée sur l'analyse juste du manque de moyens organisationnels du mouvement révolutionnaire. Mais cette construction telle qu'elle est actuellement proposée par la Ligue communiste conduit à bloquer un travail politique réel dans les organisations de masse en les réduisant à n'être que des structures de transition vers l'organisation révolutionnaire centralisée liée à la IV^e Internationale. Par ailleurs, les tentatives de construction du parti révolutionnaire sur la seule base de regroupements d'appareils politiques conduisent à une erreur de même nature.

Il s'agit également d'une stratégie proposée par certains courants maoïstes et qui conduit à reproduire des théories populistes : dans ce cas le capitalisme comme système d'oppression voit ses soutiens réduits à une infime minorité de partisans et d'alliés (dont le P.C.F.) et il suffirait de regrouper dans une « nouvelle résistance » l'ensemble des couches sociales opprimées. Outre qu'elle est erronée sur son analyse de l'évolution actuelle du capitalisme (fascisation), une telle stratégie est impuissante à dépasser le simple stade des révoltes populaires. Elle tend de plus à généraliser abstraitement la situation de classe particulière des travailleurs immigrés.

Enfin et c'est sans doute là que se trouvent les possibilités les plus intéressantes du gauchisme, certains mouvements inspirés par l'ancien groupe V.L.R., développent des axes stratégiques nouveaux (de type changer la vie) en s'appuyant sur les nouvelles couches qui rentrent en opposition avec le capitalisme. Mais la prise de conscience anticapitaliste de ces couches se fait souvent sous une forme de révolte spontanée fondée sur une idéologie de l'immédiateté. Elle peut sous cette forme aggraver les phénomènes de révolte de plus en plus dures à la périphérie du système sans le remettre sérieusement en question faute de s'attaquer directement au pouvoir d'Etat. Elle risque enfin de provoquer un

durcissement autoritaire du régime avant que la situation et l'avancée du mouvement révolutionnaire ne permettent de l'abattre.

324. Les ambiguïtés de la notion de « mouvement politique de masse ».

Devant ces difficultés une nouvelle stratégie est actuellement élaborée dont l'expression politique la plus intéressante est celle de nos camarades italiens du « Manifesto ». C'est celle du « mouvement politique de masse » au sein duquel une dialectique conseils-parti révolutionnaire permettrait de poser et de résoudre à la fois la question de la prise du pouvoir central et celle de l'exercice de la démocratie de masse. Dans la situation française une telle stratégie ne répond cependant pas à plusieurs questions fondamentales :

— elle sous-estime le problème spécifique du pouvoir d'Etat. Une prise de pouvoir qui se ferait uniquement sur les lieux mêmes de la production par la mise en place de conseils ouvriers et paysans ou de comités d'usagers et qui ne poserait pas de façon spécifique le problème de la prise du pouvoir d'Etat, ne ferait que répercuter sous un aspect gauchiste l'hypothèse réformiste classique suivant laquelle le pouvoir d'Etat bascule à partir du moment où les lieux de pouvoir dans l'ensemble du système sont aux mains des révolutionnaires,

— elle se fonde sur une analyse insuffisante du P.C.F. en ne tenant pas compte des caractères spécifiques de sa stratégie frontiste par rapport aux stratégies réformistes. Ceci conduit à l'hypothèse illusoire de dégénérescence rapide ou de quasi-disparition du P.C.F., qui laisserait alors par impuissance, se développer une stratégie de contrôle populaire progressif des centres de décision,

— elle développe une théorie ambiguë du débordement des syndicats : il est certes nécessaire de développer au niveau des luttes sociales des objectifs nouveaux axés sur le contrôle ouvrier et sur des formes effectives de démocratie de masse, qui en période de lutte dépassent la structure syndicale. (Assemblée générales, comités de grève syndiqués - non syndiqués.)

Mais cette analyse conduit certains à envisager la disparition progressive du mouvement syndical lui-même, qui pourrait se faire sous deux formes :

— ou bien l'organisation autonome de ces nouvelles structures de lutte au départ non

syndicales se transformerait rapidement en une nouvelle organisation syndicale révolutionnaire de type « syndicat rouge », mais dans la période intermédiaire, l'affaiblissement de la structure syndicale offrirait des chances inespérées au patronat,

— ou bien plus probablement la dilution des syndicats dans le mouvement politique de masse priverait les travailleurs de structures de lutte spécifiques et conduirait à une réintroduction de rapports de type « courroie de transmission » entre le parti et les conseils ouvriers.

33. - Le rôle du PSU dans le Mouvement Révolutionnaire

331. Le mouvement syndical et les organisations de masse.

(Ce texte doit être complété par le texte de synthèse des A.O.P. « Transformation du mouvement ouvrier ».)

Le mouvement réel des masses et, notamment, les grèves de la période actuelle montrent l'urgence d'une transformation du mouvement syndical qui doit donner, désormais, la priorité au développement et à la coordination des luttes sur les négociations par ailleurs indispensables en tant qu'armistices provisoires. Cette transformation implique que le mouvement syndical se donne une stratégie globale (différenciée et articulée selon les divers secteurs de la production) qui accentuera sa tendance à se comporter comme une force politique.

Le rôle d'un parti révolutionnaire, devant ce phénomène, consistera évidemment à pousser les syndicalistes à aller jusqu'au bout de leurs analyses et en tirer les conclusions pratiques et non pas à les refouler vers des tâches corporatives. La transformation des syndicalismes implique une autre perspective qui correspond à l'aspiration profonde des travailleurs : l'autogestion des luttes. Elle est fondée sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de tendance irréversible à l'intégration des syndicats ouvriers dans le fonctionnement du capitalisme. Certes le risque de cette intégration qui est une réalité permanente est aggravée par les stratégies réformistes auxquelles continue de se référer la majorité des directions syndicales actuelles, par conviction ou faute de mieux. Mais il appartient aux militants révolutionnaires de développer sur le plan idéologique et politique une lutte constante sur le terrain des luttes sociales

pour que le mouvement syndical s'oriente de façon conséquente dans une perspective révolutionnaire, sans que cela remette en cause pour autant ni son autonomie, ni moins encore son rôle indispensable d'instrument de défense de la classe ouvrière.

Les militants révolutionnaires doivent de même respecter l'autonomie de décision et d'élaboration des autres organisations de masse, capables d'assurer le développement des luttes (Secours rouge, comités d'usagers, etc.).

332. Le P.C.F. et le mouvement révolutionnaire.

La critique de la stratégie frontiste que nous avons faite précédemment montre qu'il n'est pas possible pour le moment de concevoir un accord stratégique d'ensemble avec le P.C.F. : les divergences fondamentales sont trop profondes.

En revanche, des accords tactiques sur des questions précises doivent être recherchés et cela pour deux raisons majeures :

— c'est en luttant avec les travailleurs qui soutiennent aujourd'hui la ligne du P.C.F. qu'il est possible de remporter des victoires partielles importantes sur le capital. C'est également dans la lutte commune qu'il sera possible de les convaincre que la stratégie révolutionnaire est la seule riposte à l'exploitation capitaliste. C'est en proposant l'unité d'action sur des positions révolutionnaires que l'on force le P.C.F. — s'il refuse l'unité comme lors du 1^{er} Mai — à démasquer son caractère réformiste.

— Tout porte à penser que si le mouvement révolutionnaire rompt le contact avec une aussi large fraction de la classe ouvrière, il serait rapidement isolé dans les luttes concrètes. Cela le conduirait à envisager une stratégie illusoire de prise de pouvoir minoritaire. En définitive, le P.S.U. doit adopter une position offensive dans ses relations avec le P.C.F. C'est-à-dire soit l'obliger à mener avec le mouvement révolutionnaire des luttes concrètes visant clairement à remettre en cause un des aspects du pouvoir capitaliste, soit l'amener s'il s'y refuse, à révéler aux travailleurs (qui) influence sa complicité avec l'ordre établi.

333. La question du parti révolutionnaire.

1. - La maturation du mouvement révolutionnaire :

L'atomisation actuelle du mouvement révolutionnaire manifestée par la situation groupusculaire est

un obstacle important à l'apparition d'une alternative socialiste cohérente. La maturation du mouvement et l'affirmation d'un pôle révolutionnaire distinct du P.C.F. passe donc en partie par sa restructuration politique et organisationnelle. Mais une telle restructuration que l'on voit déjà apparaître sous forme de tentative de regroupements politiques (Ligue - L.O. - Gauche révolutionnaire - etc.) doit se faire sur les bases politiques claires.

2. - Les conditions politiques d'un regroupement :

Aussi le P.S.U. s'il est prêt pour sa part à participer activement à des tentatives de regroupement, posera plusieurs conditions :

— en aucun cas ces regroupements ne peuvent se faire sur une base de fusion purement organisationnelle d'appareils politiques sans référence au stade d'expression politique atteint dans les luttes de masse ;

— l'hypothèse d'une fusion à tout prix au sein d'un parti révolutionnaire unique constitue actuellement une reproduction déformée du modèle léniniste : elle suppose pour le moins un débat théorique approfondi sur la base des expériences historiques du mouvement ouvrier qui marquent les limites d'un tel modèle :

— il peut certes s'avérer nécessaire pour des raisons tactiques d'unifier au sein d'une seule organisation l'ensemble du mouvement révolutionnaire, notamment dans le cas de la prise du pouvoir. Mais dans ce cas le P.S.U. continuerait d'affirmer le caractère transitoire de cette forme organisationnelle. Le refus d'une théorie de parti unique dans une phase de transition au socialisme ne se fonde pas seulement en effet sur les erreurs historiques du stalinisme. Il prend sa source dans l'hypothèse que des stratégies multiples de développement du socialisme sont possibles et qu'elles fondent la nécessité d'organisations politiques distinctes qui se proposent de les défendre et éventuellement de les appliquer sous le contrôle du suffrage universel.

334. L'insertion du courant révolutionnaire dans les masses.

La principale faiblesse du courant révolutionnaire, depuis une quarantaine d'années qu'il existe en France à côté du P.C.F., a été son

caractère ultra-minoritaire, son aspect de secte prophétique impuissante.

Pour éviter d'en revenir à de tels errements, le courant révolutionnaire, et notamment le P.S.U. doit savoir remplir deux conditions principales :

1. - Il doit savoir que son audience dans les masses et sa puissance d'intervention ne sont pas seulement faites de la pertinence de ses arguments et de l'efficacité des luttes qu'il mène, mais aussi de sa capacité à consolider les victoires partielles qu'il remporte. L'extension et la politisation des luttes sociales ne se font pas seulement à partir de la justesse des objectifs de chaque lutte, ou de son caractère généreux, mais aussi à partir de la crédibilité qui suit une victoire fût-elle limitée. Cela suppose un programme d'action définissant des objectifs à court terme. Cela suppose aussi que le mouvement révolutionnaire soit capable d'étayer chacune de ses victoires et d'en tirer un rapport de forces clair et si possible durable. Tel est le sens que doivent donner les militants révolutionnaires aux débats et aux responsabilités du mouvement syndical. Tel est aussi le sens qu'ils doivent donner à leur participation aux institutions légales (mairies, coopératives agricoles, comités d'entreprises, etc.).

Ils doivent montrer en se mettant concrètement au service des intérêts des travailleurs, qu'ils n'entendent pas laisser l'adversaire de classe user librement de tous ces pouvoirs. Sans se faire d'illusions sur leurs possibilités d'action, sans tomber dans le piège de la « participation » gaulliste, ils doivent faire comprendre leur ligne révolutionnaire dans leur pratique des institutions légales, plutôt qu'à travers leur volonté de désertier ce terrain de lutte.

2. - Le P.S.U. doit également être capable de distinguer avec le plus grand soin la détermination de sa ligne politique de son action de propagande. La détermination de la ligne exige des analyses détaillées, un vocabulaire rigoureux, une perspective éloignée dans le temps. La propagande vise au contraire à faire passer dans les faits la première étape de la ligne en question. Elle doit être simple, viser à court terme, parler un langage clair ; elle a pour objet de faire accomplir à ceux qui la reçoivent un pas en avant, non pas de leur faire déchiffrer la totalité de nos positions. A ce prix, elle peut être une propagande de masse.

34. - La prise du pouvoir

341. Les solutions erronées dans la situation actuelle.

L'expérience historique du mouvement révolutionnaire recouvre différents moyens, qui doivent être envisagés dans les conditions spécifiques des démocraties bourgeoises occidentales où le capitalisme a atteint un niveau élevé de développement des forces productives. Il importe d'en voir les limites, et de distinguer un certain nombre de fausses perspectives.

1. - L'insurrection armée.

Malgré son audience mythique dans l'extrême gauche française, c'est la plus improbable, la plus difficile et la plus contestable.

Dans l'état actuel du système militaire français, il est très difficile d'armer le prolétariat. Par ailleurs, l'apparition d'une armée de métier (type Défense opérationnelle du territoire) empêche tout espoir sérieux, actuellement de fraternisation de type soviétique avec la population.

Les révolutionnaires qui prétendent avoir recours à la lutte armée en transposant sur le plan européen les modèles de guérillas latino-américaines ne peuvent qu'accentuer des troubles violents à la périphérie du système sans le remettre sérieusement en cause, ce genre de tentatives ne ferait que discréditer gravement le mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

2. - La victoire électorale qui permettrait à elle seule à un gouvernement socialiste de faire des réformes révolutionnaires, est contredite par l'histoire du mouvement ouvrier. Elle ne remet pas en cause immédiatement les structures de la production, et laisse intacts les lieux du pouvoir politique. Les révolutionnaires se trouvent alors face à des contradictions insurmontables au sein d'un appareil d'Etat demeuré intact.

342. La violence révolutionnaire de masse.

Le problème de la violence révolutionnaire ne peut être posé que dans le cadre et en liaison avec le contexte qui la produit. Cela signifie en particulier que la violence par elle-même est stérile et même négative si elle n'est pas liée aux actions collectives des travailleurs révolutionnaires. Il faut à cet égard différencier deux situations.

1. - La période pré-révolutionnaire.

La violence révolutionnaire est alors un moyen de défense contre la violence exercée par la classe dominante à travers les rapports de production capitalistes. Aucune violence n'est supérieure à celle-là. C'est pourquoi l'aspiration des révolutionnaires est de la supprimer.

Ce combat contre la violence capitaliste peut prendre la forme d'actions de masse dans le cadre de la légalité bourgeoise ou hors de ce cadre ; par des moyens pacifiques ou non. Cette violence révolutionnaire ne doit pas se contenter d'avoir une valeur d'exemple, mais doit toujours chercher à être comprise par les travailleurs, notamment en se donnant des objectifs largement perceptibles.

Il faut en revanche, éviter toute forme minoritaire ou minorisante qui conduit à l'isolement de la lutte. Car une lutte isolée doit à l'inverse d'une lutte de masse, multiplier et durcir ses actes de violence pour ne pas être écrasée, elle risque alors de ne pas être comprise.

Enfin l'action violente doit tenir compte du rapport de force dans lequel elle s'insère. En effet, la logique de la violence conduit à un enchaînement au terme duquel le mouvement révolutionnaire risque d'être isolé. L'ennemi de classe ne peut manquer alors d'exploiter cette situation à son profit, par un réflexe de peur identique à celui que la France a connu en juin 68. Il importe donc que le prolétariat trouve lui-même les formes de contrôle du recours à la violence.

2. - La période révolutionnaire.

Le pouvoir révolutionnaire aura sans doute à affronter des tentatives de la bourgeoisie pour récupérer par la force ses positions perdues. Certaines transformations de la société actuelle et la consolidation de ces acquis ne pourront être obtenus que par la violence. Mais celle-ci doit toujours être contrôlée, car un pouvoir politique fondé sur la violence physique et en particulier armée, risque de ne compter que sur elle pour résoudre ses problèmes, et se soustraire ainsi au problème politique fondamental qui est la participation volontaire des masses au mouvement et aux conquêtes révolutionnaires.

Or cette adhésion ne peut être totale que si le mouvement révolutionnaire réalise progressivement un de ses objectifs majeurs : atténuer autant qu'il se peut la violence inhérente aux rapports sociaux.



343. Les conditions actuelles de la prise du pouvoir.

L'hypothèse la plus plausible est aujourd'hui celle d'un processus joignant la paralysie de la production et la transformation de fait des rapports de production dans les entreprises, dans les villes, etc., à des élections qui la ratifient, et en confirment l'orientation.

Lorsque les conditions d'une crise du pouvoir de la bourgeoisie seront réunies le mouvement révolutionnaire devra être assez fort pour :

1. - imposer au P.C.F. une rupture avec tous les courants qui n'envisageraient qu'un simple replâtrage social du capitalisme et l'obliger ainsi à passer une alliance privilégiée et conséquente avec le mouvement révolutionnaire. S'il s'y refusait le mouvement révolutionnaire devrait alors prendre la responsabilité de poursuivre seul la transformation révolutionnaire à condition qu'il soit assuré du soutien réel et exprimé des masses ;

2. - soutenir et développer dans tout le pays une pression populaire intense imposant une transformation des structures de production et des rapports sociaux qu'un gouvernement de transition vers le socialisme devra ratifier ;

3. - défendre le principe d'élections générales sur des bases totalement renouvelées (sur les lieux de production, à partir de scrutins réellement démocratiques, etc.) mais nécessaires pour éviter des risques de confiscation du pouvoir soit par le P.C.F. soit par des groupes révolutionnaires de tendance antidémocratiques.

Une telle stratégie doit être suffisamment souple pour s'adapter aux circonstances historiques particulières permettant un renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Elle se distingue d'une stratégie frontiste sur l'essentiel en tant qu'elle n'a pas pour but de déléguer à un « gouvernement de gauche » la tâche de faire une révolution « toute lutte de classe cessante ». Elle a au contraire pour objet d'accentuer la lutte de classe à tous les niveaux de l'appareil d'Etat et de la production afin de placer les courants contre-révolutionnaires ou réformistes devant le fait accompli par la transformation de l'organisation du travail.

4 - Vers l'élaboration d'un programme révolutionnaire

41. - Le rôle du programme

Pour un parti social-démocrate, le programme

est le catalogue des réformes qu'il s'engage à réaliser une fois au pouvoir. L'Histoire montre qu'il lui arrive souvent d'oublier ses promesses, au nom des contraintes nouvelles que lui donne le pouvoir. Pour un parti révolutionnaire, le programme manifeste sa capacité à comprendre le mouvement réel des masses et à l'orienter vers une perspective réaliste de transformation sociale.

Le terme de programme recouvre donc à nos yeux une double réalité :

— l'une est relative aux luttes actuelles : un programme d'action est nécessaire si l'on veut fixer des objectifs à ces luttes, permettre leur unification, leur convergence dans un projet politique soutenu par une stratégie cohérente. Sinon l'action des masses accouchera d'une révolte et non d'une révolution. L'élaboration de ce programme a été commencée au conseil national de janvier 71, mais elle doit être poursuivie.

— l'autre concerne les principaux axes de la société socialiste à construire. Il importe de les fixer dès aujourd'hui pour assurer la cohérence entre les luttes actuelles et les perspectives de la société future, et pour éviter les déviations de type stalinien, en inaugurant une pratique qui donne, dès maintenant, l'initiative aux travailleurs.

Ces deux aspects du programme sont étroitement liés. Cette liaison permet une meilleure mobilisation en même temps qu'une large prise de conscience politique : les masses sont ainsi associées à la prise en charge de leur propre destin, dans une pratique de démocratie réelle. La rédaction du programme capable d'animer les luttes de masse est une des responsabilités essentielles d'un parti révolutionnaire.

42. - Lignes directrices

Un programme révolutionnaire doit d'abord affronter les contradictions historiques du socialisme et s'efforcer de les résoudre. Il doit prouver que le socialisme est compatible avec la liberté réelle des hommes, par l'organisation sociale qu'il inspire : seule une société autogérée, fondée sur la responsabilité effective des groupes humains concernés, est capable de résister à un retour offensif du capitalisme et aux différentes formes de dégénérescence qu'a pu engendrer le centralisme étatique (politique de répression, règne de la bureaucratie, formation d'une nouvelle bourgeoisie, etc.). Dans le cadre d'une société industrielle développée, l'autogestion des activités

principales est le moyen de redonner aux hommes leur dignité et leur capacité d'initiative.

En second lieu, il convient de définir de nouvelles modalités d'organisation du travail, pour que la transition vers le socialisme ne débouche pas, comme on risque de la voir en U.R.S.S., sur la recréation des valeurs marchandes et le retour à un mode de production de type capitaliste. Définition du salaire, permutation aux postes de travail, acquisition de nouvelles qualifications, spécialisation des fonctions sans que les travailleurs soient astreints toute leur vie à la même spécialité, juste répartition entre périodes d'activité et d'inactivité, refus d'une division absolue entre travail manuel et travail intellectuel... Ces points sont aujourd'hui l'objet de luttes très dures de la part des travailleurs ; ils doivent être résolus le plus vite possible dans la société de transition vers le socialisme.

Plus largement, il convient de réaliser un changement total des rapports sociaux non seulement dans la production, mais aussi en dehors : mise en cause des hiérarchies et des privilèges, développement des capacités créatrices, éducation libérée des contraintes sociales et familiales, maîtrise de la vie quotidienne, autonomie de la femme, contrôle des forces répressives et de la justice (notamment par une rotation systématique des hommes), etc.

Ces conquêtes ne sont possibles et durables que par l'exercice effectif du pouvoir par les travailleurs. Le stalinisme a transformé la dictature du prolétariat en une dictature sur le prolétariat. Il nous faut prouver que le pouvoir prolétarien passe par l'établissement d'une démocratie réelle dont l'exercice s'impose à tous. Elle ne peut être réalisée qu'une fois disparues les bases de la domination économique qui utilise le pouvoir d'Etat à son profit. C'est pourquoi la planification sera un acte politique essentiel : elle sera l'effort commun pour assurer la cohérence des objectifs définis à la base. Elle implique donc à la fois de nouveaux types de pouvoir, plus proches des travailleurs, sur le plan local ou régional, ou dans leurs domaines d'activité et le maintien d'une structure politique d'ensemble, fondée sur le suffrage universel. Celui-ci, à condition qu'il s'exerce sur les lieux mêmes de la production, constitue le seul principe de légitimité dans la société socialiste. Pour combattre le risque d'un parti unique qui accaparerait vite cette légitimité à son profit, il est nécessaire de garantir l'exercice intégral de toutes les libertés publiques (réunions, information organisation, expression...) : le débat doit rester

constant sur la valeur des différentes stratégies possibles vers la société socialiste. Les tendances contre-révolutionnaires doivent être combattues au nom de la démocratie : leur liberté d'expression doit être équilibrée par le refus des travailleurs de connaître à nouveau l'exploitation et l'oppression.

43. - Les modalités d'élaboration

La préparation d'un tel programme dont on n'a voulu esquisser que quelques lignes directrices, doit être une activité permanente du parti, afin qu'il s'enrichisse des nouvelles expériences, des nouvelles réflexions du courant révolutionnaire. Le mode de préparation doit de plus être conforme aux lignes directrices de la société qu'il vise à décrire : ce sont les militants des divers fronts de lutte qui doivent faire les choix sur le type de société à venir, à partir de leur expérience comme des contradictions qu'ils rencontrent. Ainsi le 7^e congrès doit-il mandater la direction du parti qu'il aura choisie, pour prendre l'initiative d'organiser la rédaction de ce programme dans une confrontation avec les militants politiques et syndicaux qui s'inscrivent dans le courant révolutionnaire, qu'ils soient membres ou non du P.S.U. Les résultats de ces échanges donneront lieu à des synthèses qui seront diffusées auprès des sections, appelées à trancher le cas échéant, sur des propositions alternatives. Des conseils, nationaux sur des points précis (ex. : problème de l'Etat) permettront d'approfondir le débat. Ainsi le 8^e congrès pourra-t-il délibérer sur une version certes provisoire mais la plus complète possible du programme d'objectifs dont a besoin le mouvement révolutionnaire pour se réaliser effectivement.

5 - Organisation du Parti

51. - Les nécessités politiques de la restructuration

* L'organisation d'un parti est fonction du but qu'il s'est fixé et des moyens qu'il se donne pour y parvenir. De l'orientation définie dans ce texte, en particulier sur le rôle du programme révolutionnaire et les tâches du P.S.U., résultent les propositions sur l'organisation du parti.

* Nous pensons que ce congrès ouvre une

nouvelle période de travail intensif du parti (théorique et pratique) dont une étape importante sera l'élaboration du programme révolutionnaire au 8^e congrès. C'est dire qu'en matière organisationnelle il serait aujourd'hui absurde si ce n'est démagogique de proposer un schéma complet et définitif. Nous proposons un schéma correspondant à l'étape actuelle, tenant compte et des acquis théoriques et pratiques et marquant l'ouverture de la nouvelle étape.

* Il est en effet nécessaire d'accélérer volontairement un processus de modification de la nature du parti, en modifiant la composition sociale de ses diverses instances, qui doivent être en avance sur la base sociale du parti lui-même.

52. - Les structures de base

C'est le premier niveau où s'impose la nécessité de traduire concrètement l'acquis de nos expériences de luttes. A ce niveau doivent jouer et la capacité d'initiative des militants insérés dans une lutte concrète et la nécessaire cohésion de l'ensemble du parti dans ses interventions.

La base du parti est donc composée :

— des groupes d'interventions sur des fronts de luttes permanentes ou momentanées. Groupes qui sont responsables à la fois devant le parti et vis-à-vis de l'extérieur de l'application de la politique du parti dans un « secteur » précis ;

— des sections, lieux privilégiés de la délibération et de la décision politique ainsi que de la coordination de l'ensemble des interventions dans chacun des secteurs.

Cela veut dire qu'il est hors de question de décider que les groupes de base seraient des cellules purement autonomes d'intervention et de délibération, ce qui reviendrait à fractionner le parti en une multitude de petits groupes. Les risques encourus allant alors du corporatisme le plus plat au spontanéisme le plus échevelé.

Dans certaines conditions de luttes permanentes, il est souhaitable que les groupes d'intervention deviennent des sections, ce qui implique évidemment qu'elles atteignent une dimension permettant cette modification. Celle-ci étant aussi un aspect de l'accélération volontaire de la modification sociale du parti.

53. - La fédération et le problème de la région

Le problème central de la modification organisationnelle du parti est posé par les fédérations.

Il apparaît en effet que les fédérations sont effectivement le bon niveau d'impulsion d'organisation et de coordination des luttes et que pour ce faire elles doivent être dotées de véritables directions politiques et de moyens.

Pour cela il faut que les fédérations soient réellement ce point central de décision politique, ce qui implique qu'elles recouvrent ou une unité d'intervention sur le terrain des luttes sociales (région à problème global du type Nord - Pas-de-Calais ou de la Basse-Seine) ou bien unité d'organisation et d'intervention d'un secteur particulier (région agricole), tout en gardant leur qualité essentielle de niveau de direction relativement proche de la base.

Une fédération ne recouvre donc pas obligatoirement un département ou une région de programme. Cependant, trop de fédérations du P.S.U. ont actuellement une zone d'intervention exclusivement limitée à un département sans signification autonome sur le plan des luttes sociales.

Le problème de permanents régionaux se trouve par là même posé crûment, car la constitution d'un certain nombre de fédérations sera freinée tant qu'elles n'auront pas la possibilité d'avoir un permanent.

Le congrès doit donner mandat à la nouvelle direction politique nationale de procéder avec celles-ci à un examen de la situation de toutes les fédérations afin de préparer concrètement les conditions d'un remodelage fédéral qui s'effectuera cas par cas.

Transitoirement, il sera possible de mettre en place à un niveau plus large que le département, là où il y a homogénéité des luttes, une coordination régionale des luttes tout en laissant aux fédérations qu'elle recouvre leur pleine capacité de direction politique globale, tant que toutes les conditions d'organisation d'une fédération régionale ne sont pas réunies.

54. - Organisation des secteurs Entreprises et Agricole

Le changement de la base sociale du parti, la coordination et l'impulsion des luttes sur le terrain social sont tributaires de l'implantation du parti dans les entreprises et les unités agricoles de production. L'action de tout le parti doit donc porter en priorité sur la création de groupes ou sections d'entreprise et sur l'organisation verticale des secteurs.

A la base, groupes ou sections suivant le nombre de militants. Au niveau fédéral, un collectif de direction du secteur, désigné par les militants du secteur et ratifié par la direction fédérale. Au niveau national, un collectif national de direction politique du secteur désigné par les militants concernés et ratifié par la D.P.N.

Il peut se présenter des exigences de coordination à un niveau géographique plus important que celui des fédérations telles qu'elles ont été décrites plus haut. Un collectif de coordination sera alors mis en place, composé de délégués des fédérations pour les secteurs concernés. L'importance donnée aux secteurs entreprises et agricole dans les différents niveaux de directions du parti, impose à ces secteurs un fonctionnement dont les règles soient connues et approuvées par l'ensemble du parti. La difficulté est bien sûr que la démocratie du mandat individuel en vigueur dans notre parti est souvent difficile à appliquer en raison de la diversité des situations : sections d'entreprises, groupes d'entreprises, militants isolés. C'est donc les assemblées du secteur qui devront exprimer les choix politiques et désigner les délégués. La taille de ces assemblées doit permettre la meilleure expression de tous, dans les moindres contraintes matérielles (déplacements). Cette dimension optimale sera trouvée au niveau de la fédération, telle qu'elle est décrite au paragraphe 53. Une assemblée de type régional sera composée des délégués des assemblées fédérales avec une pondération et une représentation qui garantissent l'expression de tous. Ce sont ces différentes assemblées qui désigneront les directions de secteur et les candidats à une direction nationale.

55. - Le niveau national

Il s'agit non pas de régler le problème de la direction politique nationale mais bien de résoudre

celui de tout le niveau national : B.N., D.P.N., collectifs nationaux de direction politique des secteurs, conseils nationaux.

Diverses mesures s'imposent :

* D.P.N. de 80 membres dont les candidats sont présentés pour moitié par les secteurs déterminants, moitié par les fédérations. La D.P.N. se réunissant 2 fois par trimestre.

* Le B.N. de 20 membres au sein duquel se trouvent des permanents nationaux (1 secteur entreprises, 1 agriculture, 1 organisation, 1 gestion).

* Un bureau politique de 5 ou 6 membres dont le secrétaire, national, 2 secrétaires nationaux adjoints, le trésorier et le responsable organisation.

* Les collectifs nationaux de direction politique des secteurs sont composés de membres désignés par les secteurs en accord avec la D.P.N., les animateurs de ces secteurs étant membres du B.N.

* Le Conseil national doit retrouver sa caractéristique : étude d'un aspect particulier concernant l'action du parti. Pour ce faire, il doit être centré sur un point précis : politique internationale, problèmes universitaires, formation, etc. ; de même il est nécessaire de décider que dans l'intervalle entre 2 congrès ne se tiendront que 2 conseils nationaux afin que le parti ne passe plus l'essentiel de son temps à la préparation de simili-congrès.

56. - Les mandats à donner à la DPN

L'évolution des structures du parti n'aura aucun sens si la prochaine direction du parti ne prend pas un certain nombre de mesures qui concernent le parti dans son ensemble.

a) **La formation**, aussi bien sur le plan théorique (initiation marxiste, analyse des luttes) que pratique (méthodes d'action, formes d'expression) : les stages doivent être diversifiés pour correspondre aux principaux terrains d'action ; par leur méthode et leur contenu, ils peuvent être l'occasion d'une expérience culturelle originale. Des stages nationaux réguliers doivent être prévus, en tenant compte des possibilités qui s'offrent aux travailleurs.

b) La diffusion des idées, des expériences et des analyses au sein du parti comme à l'extérieur : c'est le rôle de « Critique socialiste » qui doit

TEXTE D'ORIENTATION N° 6 Vers la victoire socialiste

Arthuis - Borella - Boulloud - Chapuis - Dubreuil
Feran - Frachon - Gallus - Gancel - Garnier
Guerche - Heurtin - Joecker - Le Garec ...



s'adresser non à des « intellectuels », mais à des militants.

c) L'information interne, et réciproque entre les différents organes du parti : il faut en unifier les moyens pour assurer leur efficacité. L'un de ces moyens est le « Courrier du P.S.U. » qu'il faudra remettre en activité ; en attendant sa réparation, un encart dans « T.S. » tous les deux ou trois numéros et réservé aux adhérents pourra être un palliatif utile.

d) L'expression externe des choix du parti, en fonction de l'actualité et des grandes dominantes : la propagande, la presse (Tribune Socialiste), les publications doivent permettre la lecture politique de la réalité vécue par les travailleurs. A cette fin, il convient d'assurer au comité de rédaction de « T.S. » une représentativité réelle, en fonction des

principaux fronts de lutte, sous le contrôle du B.N. La composition de ce comité de rédaction sera ratifiée par la D.P.N. Une politique d'édition doit être élaborée aussi bien pour permettre l'expression de ceux qui mènent les luttes que pour fournir des analyses politiques approfondies. « Tribune Socialiste » s'orientera dans son contenu et dans sa forme vers les masses.

e) La répartition des tâches à l'intérieur des organes de direction doit être connue de tous les militants : elle implique la fourniture des moyens matériels et financiers indispensables pour que les responsabilités puissent être tenues.

Sur tous ces points, des mandats précis doivent être donnés par le congrès à la future direction du parti.